



Alerte - première année de mise en œuvre du CETA :
+ 63,1% d'importations de combustibles fossiles en Europe, essentiellement
de pétrole issu de sables bitumineux !

La FNH et l'Institut Veblen appellent :

- 1) Le gouvernement français et les parlementaires nationaux à s'opposer à la ratification du CETA afin de demander sa renégociation.
- 2) Les futurs Commissaires et Députés européens à réformer la politique commerciale en s'inspirant des 14 propositions que nous publions aujourd'hui, pour faire du commerce un levier pour la transition écologique.

La FNH et l'Institut Veblen alertent depuis longtemps sur les conséquences désastreuses pouvant résulter des accords de commerce tels le CETA, le JEFTA ou encore du TAFTA 2.0 en matière d'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, d'entrée de substances interdites et dangereuses sur le marché alimentaire, d'abaissement des normes environnementales et sanitaires, etc. Les craintes se transforment aujourd'hui en faits avérés. En effet, d'après le bilan officiel du gouvernement canadien¹, les importations européennes de combustibles minéraux et de pétrole, en majorité issu des sables bitumineux canadiens (jusqu'à **49% plus émetteurs de gaz à effet de serre que le pétrole conventionnel² et aux effets catastrophiques pour la biodiversité), ont fait un bond de + 63,1% entre octobre 2017 et septembre 2018 ! Ce chiffre met en lumière l'impact d'une politique commerciale basée sur le dogme d'un libre-échange débridé qui contribue à faire du commerce une fin en soi, peu importent ses effets.**

Il est urgent de transformer la politique commerciale de fond en comble.

Les accords de commerce négociés aujourd'hui fixent le cadre des échanges économiques pour les décennies à venir. Il est donc urgent de transformer la politique commerciale de fond en comble : de la manière dont sont négociés les accords jusqu'à leur finalité, en passant par le choix des partenaires et les outils mis en place. Si le défi est immense pour réviser les règles existantes et mettre véritablement et rapidement la politique commerciale au service de la transition écologique et sociale, cette réforme est non seulement possible mais nécessaire.

Un cahier de propositions pour revoir les règles du commerce à l'aune du défi écologique et climatique.

Avec pour objectif de démontrer qu'il est possible et souhaitable de faire de la politique commerciale un levier de la transition écologique et sociale, l'Institut Veblen et la Fondation Nicolas Hulot ont préparé un cahier de propositions à destination des futurs Députés et Commissaires européens. Ce document constitue un avant-projet d'une publication qui sortira avant l'été. En voici un premier extrait avec 14 propositions essentielles qui devraient figurer non seulement dans les programmes des différents candidats aux européennes, mais aussi dans la feuille de route de la future Commission européenne.

[LIRE NOS 14 PROPOSITIONS POUR TRANSFORMER LA POLITIQUE COMMERCIALE EUROPEENNE](#)

¹ Évolution du commerce des marchandises du Canada avec l'UE dans le cadre de l'AECG, rapport sur le site du Gouvernement canadien, publié le 3 décembre 2018 : https://www.international.gc.ca/economist-economiste/analysis-analyse/merchandise_performance_eu-evolution_marchandise_ue.aspx?lang=fra

² Mui, Tonachel, McEnaney, Shope, "GHG emission Factors for High Carbon Intensity Crude Oils", *Natural Resources Defence Council*, Sept. 2010. https://www.nrdc.org/sites/default/files/ene_10070101a.pdf